

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les efforts du gouvernement en faveur de l'industrie, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) le 25 janvier 2011.

Monsieur le vice-Premier ministre SETCHINE,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs,

Qu'il me soit permis, avant toute chose, d'exprimer ma très grande émotion et ma profonde compassion à l'endroit de la famille de Laetitia PERRAIS, qui est aujourd'hui dans la douleur et dans l'angoisse. Mes pensées, comme celles de tous les Français, vont vers cette jeune fille disparue à Pornic, dans des conditions qu'il appartiendra à la Justice d'éclaircir mais qui, hélas, laissent aujourd'hui craindre l'indicible.

Un tel drame ne peut rester sans suite, de tels actes criminels, si l'enquête les confirme, ne peuvent rester impunis. Je souhaite que la Justice travaille très vite, très efficacement afin que toute la vérité soit connue. Je recevrai la famille dès mon retour, mais je veux vous dire que la récidive criminelle n'est pas une fatalité et je ne me contenterai pas d'une enquête sans suite, je le dis très sereinement, mais il n'y aura pas une enquête de plus ou l'on dira aux Français que tout a été parfait, sauf une petite jeune fille qui ne demandait qu'à vivre et qui a disparu, ce n'est pas possible. Il faut attendre de voir, mais si c'est l'indicible, il faudra des décisions et pas des commissions de réflexion. Il y a eu trop de cas comme celui-ci et, bien sûr, je recevrai cette famille. Pardon de parler de cela avant de parler de vous, mais c'est aussi de vous dont il s'agit. En tout cas, je ne pouvais pas venir ici, à quelques kilomètres de Pornic, et ne pas en parler, parce que c'est un drame qui vous bouleverse, qui me bouleverse, et ce n'est plus possible. C'est tout simplement plus possible, c'est inacceptable.

J'ai souhaité revenir à Saint-Nazaire une fois de plus, Monsieur le Maire, bien sûr, pour présider à la conclusion de cet accord entre la France et la Fédération de Russie pour la réalisation des bâtiments de projection et de commandement. Je tiens à dire ma gratitude à M. SETCHINE et je lui demande de transmettre ma gratitude au président MEDVEDEV et je voudrais dire à M. SETCHINE combien nous sommes tous sensibles au fait qu'il se soit déplacé lui-même malgré le drame qu'a connu Moscou hier. Je veux assurer nos amis russes de la solidarité de la France, on aurait compris que vous ne veniez pas dans ces conditions, mais le fait que vous soyez là montre la volonté de coopération entre la Russie et la France et à ces quatre bateaux. Avec Alain JUPPÉ, nous souhaitons qu'il y ait beaucoup d'autres projets.

Le 23 juillet dernier, j'étais encore ici et je vous avais indiqué que Saint-Nazaire aurait ses deux bateaux. J'ai vu des doutes sur les visages et j'ai entendu des critiques. Aujourd'hui, c'est signé. Pourquoi c'est important, parce que, Mesdames et Messieurs, j'ai toujours cru à l'avenir de la construction navale et je n'accepterai jamais la disparition du chantier de Saint-Nazaire. Je vous l'ai dit depuis dix ans à bien des reprises, puisque l'on s'est vu à bien des reprises : quand vos collègues sont morts qui construisaient le Queen Mary et que la passerelle s'est effondrée, quand il y avait des moments de joie, quand il fallait mettre à l'eau le méthanier de la dernière génération, quand il y avait des moments d'inquiétude, que nos amis coréens sont venus dans la propriété des chantiers et que je vous ai annoncé que l'Etat prendrait un tiers. A chaque fois, j'ai

propriété des chantiers et que je vous ai annoncé que l'Etat prendrait en main le chantier, j'ai veillé à une seule chose, c'est de mettre en oeuvre scrupuleusement ce que je vous avais dit. Et vous pouvez reprendre tous les engagements, on n'a pas le droit de mentir.

L'année dernière, c'était moins gai, il y avait déjà du soleil, je me souviens, mais vous aviez bien des soucis. Aujourd'hui, les choses sont beaucoup plus faciles, votre carnet de commandes pour l'année 2011 est plein. Le projet que nous signons représente 6 millions d'heures de travail et 1200 emplois maintenus pour quatre ans.

Le chantier de Saint-Nazaire est l'un des leaders mondiaux de la construction de navires. Il doit le rester, je crois à l'avenir de la construction navale. Je ne reviendrai pas sur tout ce que nous avons décidé, le DIXMUDE, en pleine crise, il fallait faire quelque chose. Les conseillers n'ont pas manqué pour dire : on n'avait pas les moyens, il fallait fermer. Il y a toujours des gens qui n'ont que ce mot à la bouche : fermer. Mais ils ne comprennent pas qu'ici, c'est une mémoire industrielle qui a eu des décennies et des décennies avec des gens qui, avant vous, ont permis de créer un savoir-faire industriel. En six mois, on peut le perdre. Et quand on l'a perdu on ne le retrouve pas, c'est fini. Or le monde n'a jamais eu autant besoin de paquebots de croisière de la dernière génération, de méthaniers, de porte-containers modernes, de navires militaires pour des grandes puissances comme la France, comme la Fédération de Russie, comme le Maroc. Et donc la question qui se pose c'est celle de la dimension industrielle de la France.

Je voudrais que vous compreniez une chose, quand l'industrie disparaît les services disparaissent. Mais à l'intérieur de l'industrie, quand on sacrifie automobiles, trains, avions, bateaux, on sacrifie tout. La France doit rester un pays constructeur d'automobiles, d'avions, de trains Alstom et de bateaux. Il n'y a pas d'autres choix. Si on perd un secteur, on perdra tous les secteurs. Je sais bien que l'on parle de mon obsession pour l'industrie. Mais parce que vous, les ouvriers, vous êtes les premiers sur la chaîne des délocalisations. Mais le jour où il n'y a plus d'usines, j'aimerais bien savoir à qui les producteurs de services vont vendre des services. Dire : « ce n'est pas grave, on perd les usines mais on gagnera sur les services », c'est un mensonge, car les délocalisations des industries et des usines, c'est l'avant-garde des délocalisations des services. Et j'ai voulu faire de Saint-Nazaire un symbole. Il y a tellement de gens qui pariaient sur votre mort. Laissez-moi parier sur votre avenir. Et finalement, ça marche. DCNS n'a jamais eu un carnet de commandes aussi important et vous, vous réalisez des prouesses.

Je le dis alors que l'Etat est propriétaire de 33% du capital. Je vous l'avais annoncé, on était dans une grande salle. Je me souviens que vos représentants m'avaient dit à l'époque : « est-ce que vous êtes sûrs que vous le ferez ? ». Nous l'avons fait. Est-ce qu'on a vocation à rester dans le capital de votre entreprise ? Aussi longtemps que ça sera nécessaire. Mais ce que nous voulons, c'est qu'il y ait un opérateur industriel qui, un jour, vienne, comme nous l'avons fait avec Alstom. Donc, nous avons été propriétaires de 30% d'Alstom, juste au moment où un autre opérateur industriel est venu prendre notre place. Quitte à ce qu'on reste dans le capital pour vous accompagner en même temps que nos amis coréens. Je veux bien que vous compreniez que je reviendrai ici jusqu'à ce que les chantiers soient totalement remis sur la ligne de l'avenir. Je voudrais également dire que, dans cette affaire, c'est toute la question de l'industrie qui se joue. Se battre pour Saint-Nazaire, c'est se battre pour toute l'industrie française. Qu'est-ce qui ne va pas et qu'est-ce qu'on peut faire de plus ? Ce qui ne va pas, c'est que nous sommes l'un des pays au monde, dont les habitants ont le plus fort taux d'épargne. Chaque ménage français a en moyenne 17% de taux d'épargne, mais cette épargne ne s'investit pas assez dans l'entreprise et dans l'industrie. Autrement dit, il y a une grosse épargne des particuliers et il y a des entreprises, notamment les PME, qui n'ont pas assez de fonds propres pour se développer, pour investir et pour gagner des parts de marché. Parce que, ce que je dis pour STX, je veux y associer tous les sous-traitants que j'ai vus tout à l'heure. Parce que c'est la même compétence que vous, ce sont des collègues, ce sont des ouvriers. Ils dépendent des mêmes commandes que vous. Vous, vous en avez besoin pour faire les bateaux magnifiques que vous réalisez. Mais eux, ils ont besoin des commandes. Donc c'est la même chose. On ne peut pas dire que d'un côté, il y a STX, le chantier de l'Atlantique et de l'autre, il y a les sous-traitants. C'est un ensemble, c'est une famille, c'est une filière.

Et la question de l'orientation de l'épargne des Français vers le domaine industriel : je voudrais faire du développement de l'industrie une cause nationale. Et j'en ai assez qu'on parle des usines en disant « ça pollue », « c'est gênant ». Mais le jour où il y aura dans nos villes que des jardins, où est-ce que vous irez travailler ? Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET est à mes côtés. Nous voulons le développement durable, mais l'industrie, c'est une source de richesse, de croissance et d'emploi. Donc nous allons tout mettre en oeuvre pour que l'argent des Français aille s'investir dans l'industrie et dans l'entreprise. Alors, sur les livrets d'épargne réglementés, chacun d'entre nous, chacun d'entre vous, possède un livret A ou un livret de développement durable. Et je vois qu'une partie part pour financer le logement social -- c'est très bien -- mais ce que je voudrais, c'est que cet argent puisse s'investir dans des PME industrielles. Et donc sur les livrets A, les encours supplémentaires collectés chaque année, nous les affecterons dans une proportion des trois quarts au financement de nouveaux prêts à l'investissement des PME. Ça ne sert à rien de dire que les Allemands ont plus de PME que nous et que les Allemands arrivent à mieux développer nos PME que nous, si on ne leur donne pas les moyens. C'est ça qui manque, des capitaux. Sur la base de la croissance actuelle, ce sera 3 milliards d'euros par an de plus, chère Christine LAGARDE, pour les PME.

Je souhaite également parler de l'assurance vie. L'assurance vie, c'est 1 400 milliards d'euros d'encours. C'est l'un des placements préférés des ménages français. Il faut que cette épargne longue s'investisse dans un actionnariat stable et de long terme pour nos entreprises. Dans le cadre de la réforme de la fiscalité du patrimoine, nous prendrons des initiatives pour orienter davantage les fonds de l'assurance vie vers les investissements dans les fonds propres des entreprises.

Les avantages fiscaux des produits d'épargne, chère Christine LAGARDE, doivent être justifiés au regard d'un impératif d'intérêt général. Et l'impératif d'intérêt général, c'est de permettre aux entreprises industrielles d'obtenir les moyens financiers de leur développement. Comprenez-moi bien, ce n'est pas un discours technique, c'est du concret. Que vous disent vos sous-traitants, les gens avec qui vous travaillez ? « On aimerait bien investir pour gagner des marchés, mais on n'a pas l'argent ». Et les banques comme vous le savez parfaitement, qui font un travail tout à fait remarquable, mais elles préfèrent prêter à ceux qui n'en ont pas besoin qu'à ceux qui en ont besoin. C'est une réalité. Et donc on va mobiliser l'argent de l'épargne des Français sur l'industrie.

Troisième chose, il y a un fonds qui est un fonds de démantèlement des installations nucléaires. Il y a 17 milliards d'euros aujourd'hui, qui sont placés en provisions sur les marchés internationaux. Vous savez pourquoi ? Pour préparer le démantèlement des centrales qui, à un moment donné, seront trop vieilles et qu'il faudra remplacer. 17 milliards d'euros. Je souhaite que ces fonds puissent, dans le respect de leurs obligations de sécurité et de liquidité, être disponibles pour nos entreprises industrielles. Plutôt que de dormir et de se placer dans des fonds internationaux, pourquoi ne pas les utiliser dans le financement de nos propres usines ? L'épargne salariale représente 84 milliards d'euros. C'est une autre source de financement importante. Je souhaite que les salariés puissent choisir d'affecter les sommes de leur épargne salariale spécifiquement au financement des PME. Au fond, je vous parle de milliards d'euros, ça paraît abstrait. Mais cet argent là, si on le met au service de l'emploi, des industries, des nouvelles machines, des gains de compétitivité, à ce moment là on va redevenir une grande nation industrielle. Si on le laisse dormir dans des fonds de placement dont personne ne sait à quoi ils servent, à ce moment là il ne faut pas se plaindre qu'on ait moins d'usine, moins d'industrie et moins de PME.

Un mot sur le Fonds Stratégique d'Investissement que nous avons créé en 2008, avec Mme LAGARDE. Vous savez, on a créé ce fonds, pourquoi ? Parce qu'en 2008 quand il y a eu la crise, tous les investisseurs sont partis, le prix des entreprises a diminué et je n'ai pas voulu que l'on se réveille avec des fonds venus d'ailleurs, qui auraient racheté nos grandes entreprises, à vil prix parce que le marché s'était écroulé.

Et donc nous avons créé ce fonds souverain français qui est le 1er investisseur en fonds propres

dans les PME, pour éviter que certaines de nos entreprises stratégiques partent sous le contrôle étranger, uniquement parce qu'il y avait une dépression momentanée du marché.

Je souhaite que l'on renforce les moyens de ce fonds. Et je souhaite également après deux ans d'existence, que l'on passe à une nouvelle étape de ce fonds. Le Fonds souverain français, ce n'est pas un fonds d'investissement comme les autres. Il n'a pas à demander des taux de rentabilité extrême. Il y a assez de fonds d'investissement qui veulent étrangler les entreprises. Il n'a pas à le faire. Il faut qu'il soit plus dynamique et je pense notamment à vos sous-traitants quand il y a une mauvaise passe, quand plus personne ne veut prêter de l'argent, le fonds souverain doit être là pour les aider. Je souhaite d'ailleurs, je le dis au maire comme aux élus, que ce fonds souverain développe sa vocation régionale, parce que les banques régionales sont un peu faibles pour cela.

Dernier mot, toute la question de l'innovation. J'ai bien conscience que votre entreprise et votre savoir-faire, c'est un combat de chaque instant. Il ne suffit pas de dire : « on est les meilleurs, regardez les bateaux que l'on fait ». La question n'est pas de savoir si on est les meilleurs maintenant, si on ne l'était pas, nos amis russes ne nous auraient pas fait confiance. La question c'est : est-ce que vous serez les meilleurs dans dix ans ? Et cela ne dépend pas simplement de vous. Cela dépend de notre capacité à embaucher des jeunes pour assurer le transfert du savoir-faire qui est le vôtre et de notre capacité à mettre de l'argent pour financer l'innovation qui est absolument incontournable pour vous.

Il y a le crédit d'impôt recherche, capital pour votre entreprise.

Il y a les pôles de compétitivité.

Il y a l'autonomie des universités contribuera également à dynamiser les partenariats entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Il y a le grand emprunt dont les affectations ont été décidées par la commission Alain JUPPE et Michel ROCARD, dont vingt-quatre milliards sont consacrés à la recherche et l'innovation.

Les moyens financiers ont apportés aux opérateurs, c'est parti.

Mais cet effort massif doit s'accompagner d'une politique de restructuration de vos filières industrielles. Nous avons mis en place 11 comités stratégiques de filière. Je veux dire par là, autant je crois à l'industrie, autant je pense qu'il faut qu'en France, nous ayons la sagesse de faire des choix. On ne peut pas être bons et investir dans tous les secteurs industriels du monde. Est-ce que vous me comprenez ? Il faut choisir des priorités. On a identifié avec Christine LAGARDE et Eric BESSON, 11 secteurs et on va investir massivement dans ces secteurs.

L'un de ces secteurs vous concerne, parce que nous accordons une importance particulière aux énergies renouvelables. Pour les énergies renouvelables, nous avons pris des engagements très forts puisqu'en 2020, 23% de notre consommation énergétique doivent provenir des énergies renouvelables. 23%. Je ne sais pas si vous vous en rendez compte, on a 9 ans pour grosso modo doubler la part d'énergies renouvelables dans notre énergie.

Et vous, à Saint-Nazaire, c'est un défi que je vous propose, celui de relever le défi de l'énergie éolienne en mer. C'est vous qui allez relever ce défi là. C'est un défi absolument considérable puisque nous avons prévu de réaliser d'ici 2020 d'une capacité totale de production de 6 000 mégawatts pour les éoliennes Et c'est ici que l'on va commencer la bataille et que l'on va relever le défi, parce que non seulement vous construisez les plus beaux bateaux, civils et militaires, mais on se préoccupe de la diversification pour l'emploi demain, le vôtre, et puis celui de vos enfants, s'ils veulent venir travailler ici.

Nous allons faire émerger une filière nationale pour construire ces moyens de production d'énergie éolienne offshore et également pour se projeter à l'export.

Nous avons donc décidé avec Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET et Eric BESSON, de lancer un premier appel d'offres portant sur 5 zones de développement d'éolienne offshore, représentant 3 000 mégawatts de capacité de production. Ce que je vous annonce c'est 10 milliards d'euros d'investissements. Ce n'est pas des mots en l'air, c'est une décision que je vous annonce.

L'appel d'offre sera lancé au début du deuxième trimestre de cette année et on sélectionnera les candidats au début de l'année 2012. C'est un champ de diversification pour vous absolument colossal.

.....

Avant de lancer cet appel d'offres, nous avons souhaité que les acteurs industriels du secteur se structurent, on préfère que cela soit une filière française qui réponde dans les meilleures conditions. Nous accompagnerons le développement de cette filière. Une enveloppe de l'ordre de 100 millions d'euros y sera consacrée. Et nous estimons que cette nouvelle filière, éolien offshore en mer, c'est 10 000 emplois créés dans cette seule filière. 10 milliards d'euros, 10 000 emplois. Pour vous, pour l'industrie navale française en particulier ici, à Saint-Nazaire, vous vous trouvez à proximité d'une des 5 grandes zones identifiées pour ce premier appel d'offres, les navires d'installations d'éoliennes offshore, la réalisation des structures, des fondations, et des grands composants métalliques des éoliennes sont autant de métiers sur lequel STX France peut se positionner. Cela tombe bien, on est votre actionnaire ! Vous prenez à la fois l'Etat qui lance un appel d'offres et l'un des deux actionnaires qui va financer ce développement. C'est absolument considérable.

Vous voyez le défi. Quand je suis venu en juillet dernier, je vous avais dit : « vous allez voir, on va voir les bateaux russes ». Je préfère être à ma place qu'à celle de ceux qui n'y croyaient pas. C'est plus commode.

Mais aujourd'hui, je viens en vous disant : « l'éolien offshore, c'est pour vous ». Il y a 10 milliards d'euros d'investissement qui sont en cause. Et vous allez relever ce défi et vous allez devenir les meilleurs. On vous aidera à la fois en tant qu'Etat et en tant qu'actionnaire.

J'ai vu, comme toujours dans notre pays, on ne peut pas avoir une bonne nouvelle sans qu'il y ait une petite polémique. On n'est pas tous toujours unis pour faire marcher les commandes des usines. On peut faire de la polémique alors çà on est tranquille.

On a sélectionné cinq zones. Je vous dis une chose très simple : s'il faut en sélectionner d'autres, il n'y a aucun problème, aucun. Vous comprenez, aucun, même à côté, aucun. Je pose simplement une condition : c'est qu'il y ait une unité des élus. Mettez-vous à ma place. Quand on choisit, on va choisir les cinq premières quand il y a un consensus. S'il y a de la bagarre, s'il y a des problèmes, s'il y a du juridisme, s'il y a des procès pourquoi voulez-vous qu'on les choisisse alors que l'on est pressé et que l'on veut vous donner du travail. Chacun doit faire un effort. Si telle ou telle partie du territoire veut un parc d'éoliennes off shore, on est prêt à regarder çà mais il faut qu'à la base il y ait un minimum de consensus sinon çà ne peut pas fonctionner. Saint-Nazaire, vous êtes dans les zones, il n'y a aucun problème et vous allez jouer votre rôle industriel. Je veux dire pour autant que nous nous battons pour rester leader dans le nucléaire. Je crois profondément à l'utilité de l'industrie nucléaire française. Il n'est pas question que nous prenions du retard. Nous allons continuer à investir massivement dans le nucléaire qui est une énergie propre et pour lequel la France a un grand avantage.

Nous allons travailler également avec les ministres sur la question très difficile des opérateurs miniers et des approvisionnements en matières premières qui est une affaire stratégique, absolument stratégique. Il faut que la France puisse accéder à toutes les matières premières disponibles de façon autonome et qu'un jour on ne vienne pas nous dire : oui, il n'y a pas d'uranium, il n'y a plus telle ou telle matière première, ce n'est pas possible. Donc on va continuer, on va travailler là-dessus, c'est le travail de sélection pour l'industrie que nous allons faire.

Enfin, Mesdames et Messieurs pour ne pas lasser votre patience, je voudrais terminer en vous disant deux mots parce que je sais que se sont des choses qui ont pu provoquer de la mauvaise humeur ou du mécontentement mais ma façon de vous respecter, c'est d'essayer de dire la vérité à chaque fois.

La question de la compétitivité de la France, est clairement posée. Ne vous trompez pas. Quels que soient les efforts que nous ferions, si vous ne restez pas les meilleurs, on ne s'en sortira pas. Cela veut dire quoi ? Surtout dans des métiers passionnants comme les vôtres mais tellement difficiles physiquement. Que la question qui doit intéresser la société française aujourd'hui n'est pas tant la question de la durée du travail mais de la qualité de vie au travail.

35 heures pour un métier que l'on n'aime pas où les conditions de travail sont épouvantables, c'est un drame. En revanche, travailler plus que 35 heures, si on en a la rémunération, si on se

sent respecté, considéré dans son entreprise alors la durée n'est plus un problème de même nature.

J'ai vu les débats qui occupaient à gauche comme à droite tout le monde. Je veux dire une chose : je n'accepterai pas que l'on remette en cause la question des heures supplémentaires, je ne l'accepterai pas parce que c'est une question de pouvoir d'achat mais en même temps, nous devons chacun réfléchir : est-ce que le choix qui a été fait en 2000 de se mettre aux 35 heures, seul pays au monde, a créé des emplois ou en a diminué. C'est la seule question à laquelle on doit répondre, sans idéologie mais en regardant la situation en face parce que moi, je ne peux pas voir un seul ouvrier sans qu'il me dise pourquoi nos entreprises partent à l'étranger ? Et en même temps ne pas se poser les questions à un moment donné : pourquoi on a supprimé la taxe professionnelle ? Parce qu'une l'usine ça part à l'étranger, une collectivité territoriale ça ne se délocalise pas. Comment voulez-vous que l'on garde la taxe professionnelle sur le chantier alors qu'elle n'existait dans aucun autre pays au monde, aucun. Pareil sur la question des retraites dont on me dit : c'est derrière nous, pourquoi tu en parles ? Non ce n'est pas derrière nous, c'est une question dont il faut parler parce qu'il y a un moment donné où vous êtes en droit, vous travaillez toute votre vie, dure et quand vous partez à la retraite vous êtes en droit de poser une question au chef de l'État et au Président de la République : est-ce que ma retraite sera payée ou est-ce qu'elle ne sera pas payée ? J'ai encore 10 années de travail, 15 années de travail, 5 années de travail, 2 années de travail quand je pars ? Il y aura l'argent pour ma retraite ou il n'y aura pas l'argent pour ma retraite ? Bien sûr qu'il y a de la mauvaise humeur, bien sûr que cela ne peut faire plaisir à personne de travailler deux ans de plus sans avoir sa retraite augmentée. Il y a 700 000 retraités de plus chaque année dans notre pays, 700 000. Il y a 15 millions de retraités. On en prend 700 000 de plus chaque année et pour 1 million et demi de ces retraités à la minute où je vous parle, on paie leur retraite en demandant de l'argent aux banques parce qu'il n'y a pas l'argent dans les caisses de la Sécurité sociale.

La réforme que j'ai proposée et que j'assume a provoqué de la mauvaise humeur. Je le sais mais en même temps chacun d'entre vous peut se dire aujourd'hui : quand je partirai à la retraite, je toucherai ma retraite et ça j'aimerais que l'on y pense aussi parce que dans un pays où l'on vit plus longtemps. Je voyais certains lycéens qui manifestaient et je me disais : est-ce qu'ils savent qu'à l'âge de la retraite, il y en a un sur deux qui vivra jusqu'à 100 ans. Est-ce qu'on peut leur promettre la retraite à 60 ans quand on vivra jusqu'à 100 ans ? Et vous, vous payez pour les retraites de vos prédécesseurs et les lycéens ils paieront quand vous, vous serez à la retraite. Cela s'appelle la solidarité. Il y a un moment donné où mon devoir c'est d'assumer mes responsabilités.

Je voudrais terminer par cela. Bien sûr que c'est facile de signer avec Alain JUPPE et le vice-Premier ministre, pour deux bateaux. Ah ça on se bat pour venir. Je n'ai eu aucun problème pour ma délégation et tous les invités à cette cérémonie sont venus de plein coeur. Le vice Premier ministre, il me dit 4. C'est une question de discrétion. Mais quand le carnet de commandes est vide et que vous vous êtes angoissés c'est peut-être à ce moment-là qu'il faut venir prendre des engagements et essayer de trouver des solutions avec vous.

Voilà. Donc je reviendrai pour m'assurer que les décisions que l'on a prises sur l'éolien sont bien tenues et que votre entreprise a bien investi et innové pour que vous deveniez champions de l'éolien offshore jusqu'au moment où vous serez tellement sortis d'affaires, qu'il n'y aura plus besoin de s'occuper de vous. Mais d'ici là, ce qui se joue ici, c'est très important, c'est l'avenir du patrimoine industriel français.

Je vous remercie. Bonne année à tous